



ASIE/INDE - « Alarme sociale en matière de viol » selon l'Eglise catholique locale

New Delhi (Agence Fides) – « Nous condamnons fermement et sans équivoque le récent viol collectif subi par une photjournaliste à Mumbai. Un crime contre les femmes tel que le viol est un crime contre l'humanité. Il est urgent de mettre immédiatement un terme à cette violence de manière à ce que toutes nos femmes puissent se sentir en sécurité et protégées ». C'est ce qu'indique dans un message envoyé à Fides le Père Cedric Prakash, SJ, responsable du Centre pour les droits humains et la justice Prashant au Gujarat, message dans lequel il reprend l'alarme lancée par l'Eglise contre la plaie de la violence à l'égard des femmes au sein de la société indienne. « Les responsables de cet acte atroce et inacceptable doivent être présentés à la justice. Le gouvernement, la police et les autres autorités intéressées doivent le garantir. Les crimes contre les femmes continuent à voir leur nombre augmenter impunément dans tout le pays » déclare le Jésuite, préoccupé.

La violence, rappelle-t-il, frappe souvent les minorités et les secteurs faibles de la société : « Voici cinq ans, des femmes chrétiennes issues de populations tribales ont été brutalisées de toutes les manières possibles à Kandhamal, en Orissa. Il n'est pas possible non plus d'oublier les femmes musulmanes soumises à d'impensables violences au cours du massacre de 2002 au Gujarat. Voici quelques temps, toujours au Gujarat, des élèves dalits ont fait l'objet d'une violence sexuelle constante de la part de leurs enseignants et ce sous la menace de se voir recalées. Une étudiante de l'Université de Manipal, au Karnataka, a quant à elle été violée voici deux mois environ par les membres d'un groupe d'extrémistes nationalistes hindous ». Le Père Prakash poursuit : « Nous continuons à entendre quotidiennement parler de ces crimes terribles. Les coupables demeurent souvent impunis notamment grâce à la protection fournie par certains secteurs de la société. En outre, lorsqu'il s'agit de pauvres, de marginalisés, de dalits, d'adivasis ou de femmes appartenant à des minorités, une partie de la société civile se tait alors que la couverture médiatique est inexistante ». C'est pourquoi il conclut en affirmant l'urgence d'une nouvelle prise de conscience de la part de l'ensemble de la société. (PA) (Agence Fides 26/08/2013)